

N18AUF N°0688

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

27/08/2013

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n° 2012-1038/ PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n° 2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013, portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances;
- Vu** le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- Vu** le décret n°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
- Vu** le décret n°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu** le décret n°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu** la loi n° 051-2012/AN du 8 novembre 2012 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat, Gestion 2013 ;
- Vu** la loi n°021-2013/AN du 23 mai 2013 portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2013 ;

Sur rapport du Ministre de l'économie et des finances ;

Le conseil des ministres entendu en sa séance du 01 aout 2013 ;

DECRETE

Article 1 : est adopté le plan d'actions relatif aux réformes en matière de rationalisation du circuit de la dépense publique joint en annexe au présent décret.

Article 2 : Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 03 octobre 2013



Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'Economie et des Finances

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Bembamba", is written above the name of the Minister of Economy and Finance.

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

BURKINA FASO
UNITE – PROGRES - JUSTICE

**PLAN D' ACTIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME
EN MATIERE DE RATIONALISATION DU CIRCUIT
DE LA DEPENSE**

JUILLET 2013

I. Résumé de la réforme sur la rationalisation du circuit de la dépense publique

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), dans sa quête permanente pour des prestations de qualité à l'endroit de ses partenaires et usagers, s'est fait le credo d'être "une administration moderne, transparente, efficace et solidaire". Cette vision qui s'inscrit dans la logique de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement et en particulier dans la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), impose un certain nombre de réformes et d'innovations.

Au nombre des récentes réformes enregistrées, figurent au plan institutionnel, la fusion des deux (2) directions en charge du contrôle financier et du contrôle des marchés publics, la mise en place des directoires auprès de certaines directions, la création et la mise en place progressive des Unités de Vérifications auprès des ministères dans le souci de rapprocher les acteurs de la chaîne de traitement des dépenses et de réduire ainsi les délais de paiement.

Dans cette même dynamique et dans la perspective de la rationalisation continue du circuit de la dépense, deux (02) autres réformes majeures ont fait l'objet d'étude menées chacune par une équipe pluridisciplinaire regroupant l'ensemble des acteurs en charge du traitement des dossiers de dépense. Ces études ont ensuite été validées lors d'un atelier national de haut niveau.

Ces réformes qui portent sur les procédures et les responsabilités des acteurs intervenant dans la chaîne de la dépense d'une part, et la dématérialisation des documents dudit circuit d'autre part, visent des

actions fortes permettant un progrès significatif vers l'atteinte des objectifs d'efficacité dans l'exécution de la dépense publique.

Ainsi, la mise en œuvre de la réforme sur les procédures et les responsabilités des acteurs de la chaîne de la dépense devrait aboutir notamment à :

- ✚ la définition claire des points de contrôle ;
- ✚ l'attribution de chaque point de contrôle à titre principal à un (01) ou deux (02) acteurs au maximum de la chaîne de la dépense ;
- ✚ la définition claire du rôle de chaque acteur et de la valeur ajoutée qu'il apporte dans la chaîne de dépense ;
- ✚ la définition en conséquence du rôle et de la responsabilité de chaque acteur de façon à assigner à chacun d'eux, des obligations précises ;
- ✚ l'identification des implications de ces innovations sur les textes en vigueur ;
- ✚ la proposition d'aménagements nécessaires à la réglementation en tenant compte des perspectives d'internationalisation des directives de l'UEMOA.

Quant à celle portant sur la dématérialisation des documents du circuit, sa mise en œuvre entraînera :

- ✚ la fiabilisation des documents et la sécurisation des données relatives à la gestion des finances publiques;
- ✚ l'amélioration du système d'archivage des documents ;
- ✚ la fluidité des échanges de données au sein de l'administration ;
- ✚ la réduction du nombre de pièces justificatives physiques accompagnant les dossiers ;
- ✚ l'optimisation des interactions entre les personnes, les processus et les applications métiers.

II. L'opérationnalisation des réformes

Les objectifs et résultats attendus de ces réformes seront atteints à travers la mise en œuvre de programmes déclinés en actions et en activités.

Le contenu synoptique des programmes est retracé comme suit :

1. Programme 1 : Adaptation du dispositif juridique et institutionnel

Ce programme constitue le fondement desdites réformes et comprend deux (02) grandes actions.

La première qui s'intéresse au cadre juridique regroupe les activités relatives à la relecture des textes fondamentaux de la gestion des finances publiques et les domaines connexes en les complétant le cas échéant, par de nouveaux textes afin de les adapter au nouveau contexte juridique résultant des réformes.

La seconde quant à elle se rapporte au cadre institutionnel et organisationnel à travers la mise en place de structures adaptées, le redimensionnement de l'organisation, l'adaptation des supports, des outils et des méthodes de travail des structures impliquées

2. Programme 2 : Renforcement des capacités des acteurs

Ce deuxième programme concerne les activités devant concourir à une appropriation et une maîtrise des nouvelles dispositions et procédures requises par la réforme afin d'aboutir à l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique.

Il se traduit par des actions à deux (02) niveaux : au niveau humain par l'élaboration et la mise en œuvre d'un vaste programme de formation de l'ensemble des acteurs impliqués, y compris la revue des curricula

des écoles de formation impliquées et au niveau matériel, par la mise à disposition de d'outils de travail adéquats aux acteurs.

3. Programme 3 : Renforcement de la sensibilisation des partenaires et des usagers

Afin d'avoir une adhésion de l'ensemble des partenaires et des usagers du service public qui sont les bénéficiaires des effets de la réforme, il est important que ceux-ci soient informés sur le contenu de la réforme. Cela passe nécessairement par l'élaboration et la mise en œuvre d'une vaste campagne de communication autour desdites réformes. Le programme 3 est consacré à ce volet.

4. Programme 4 : Suivi-évaluation de la mise en œuvre des réformes

Ce dernier programme est constitué des activités qui permettent d'avoir un tableau de bord pour le suivi de la mise en œuvre des réformes notamment à travers le processus de suivi-évaluation.

Le tableau synthétique joint en annexe donne le détail des actions et sous actions à mettre en œuvre, les échéances y relatives et les coûts financiers inhérents au plan d'actions des deux (02) réformes.

PLAN D'ACTION RELATIF AUX REFORMES EN MATIERE DE RATIONALISATION DU CIRCUIT DE LA DEPENSE

ACTIONS	STRUCTURES RESPONSABLES/ PARTENAIRES	PROGRAMMATION PHYSIQUE												PROGRAMMATION FINANCIERE					SOURCES DE FINANCEMENT																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
		2013				2014				2015				2013	2014	2015	2016	TOTAL PA 2013-2016																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
PROGRAMME 1: ADAPTATION DU DISPOSITIF JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
ACTION 1: Adapter le dispositif juridique																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
1.1.1 Relire et adopter les textes législatifs et réglementaires adaptés à la gestion budgétaire																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
I.1.1.1	Relire la loi n°006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							

ACTIONS	STRUCTURES RESPONSABLES/ PARTENAIRES	PROGRAMMATION PHYSIQUE																PROGRAMMATION FINANCIERE					SOURCE DE FINANCEMENT								
		2013				2014				2015				2016				2013	2014	2015	2016	TOTAL PA 2013-2016									
		T1		T2		T3		T4		T1		T2		T3		T4								T1		T2		T3		T4	
I.2.1.3	Proposer et valider une réforme des procédures et des responsabilités des acteurs en charge du traitement des dossiers de dépenses des budgets des collectivités territoriales et des EPE en cohérence avec celle de l'Etat	DGTCP ; DGB ; DGCMEF Acteurs directement concernés																								0	24 100 000	0	0	24 100 000	Budget de l'Etat
I.2.1.4	Créer la structure chargée de la coordination des activités de mise en œuvre de la dématérialisation et assurer son fonctionnement	DGB ; DG-CMEF-DGTCP; DGS																								0	100 000 000	90 000 000	90 000 000	280 000 000	
I.2.2 Adapter les applications métiers et définir les supports à utiliser																										150 000 000	155 195 000	194 460 000	100 000 000	599 655 000	
I.2.2.1	Organiser un atelier de cadrage avec les acteurs de la chaîne de la dépense publique sur l'identification des documents et la méthodologie à mettre en œuvre	DGB ;DG-CMEF-DGTCP; DGS;																								0	26 375 000	0	0	26 375 000	
I.2.2.2	Adapter les applications métiers (CID,SIGASPE,SIMP,CIE,...) aux procédures																									50 000 000	28 820 000	94 460 000	0	173 280 000	
I.2.2.3	Sécuriser les applications métiers (CID,SIGASPE,SIMP,CIE,...)	DGS; DGB ; DG-CMEF ; DAF, DMP, DRH																								100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	
I.2.2.4	Stabiliser et étendre le réseau informatique (RESINA) sur tout le territoire national	DGS; DGB ;DG-CMEF-DGTCP;																								PM	PM	PM	PM	PM	
I.2.2.5	Sécuriser le réseau informatique	DGS; DGB ;DG-CMEF-DGTCP;																								PM	PM	PM	PM	PM	
I.2.2.6	Stabiliser et étendre le réseau énergétique	MME																								PM	PM	PM	PM	PM	
PROGRAMME II: RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS																										0	62 050 000	126 670 000	125 710 000	375 470 000	
ACTION 1. Renforcer les capacités humaines des acteurs de la chaîne des dépenses																										0	62 050 000	261 710 000	251 710 000	575 470 000	
II.1.1	Ajuster les effectifs des acteurs aux réformes	DRH-MEF ; DGB ; DGCMEF ; DGTCP																								0	0	0	0	PM	Budget de l'Etat
II.1.2	Former les acteurs (AC, CF, ORD, Comptables) aux procédures et responsabilités	DRH; ENAREF; DGTCP ; DGS ; DGB ; DGCMEF																								0	62 050 000	0	0	62 050 000	
II.1.3	Adapter les curricula des écoles de formation professionnelle (ENAREF, ENAM)	ENAREF ; ENAM ; Comités scientifiques au sein des directions du MEF																								0	10 000 000	0	0	10 000 000	
II.1.4	Former les utilisateurs sur les applications adaptées	DRH; ENAREF; DGS; DGB ;DG-CMEF-DGTCP																								0	0	251 710 000	251 710 000	503 420 000	

ACTIONS	STRUCTURES RESPONSABLES/ PARTENAIRES	PROGRAMMATION PHYSIQUE												PROGRAMMATION FINANCIERE				SOURCE DE FINANCEMENT			
		2013				2014				2015				2016					TOTAL PA 2013-2016		
		T1		T2		T3		T4		T1		T2		T3		T4					
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
ACTION 2. Renforcer les capacités matérielles des acteurs de la chaîne des dépenses																					
II.2.1	Identifier le matériel à acquérir																	PM	PM	3 200 000 000	Budget de l'Etat
II.2.2	Acquérir le matériel et l'équipement (scanner, ordinateur, mobiliers, etc.)																	0	1 000 000 000	3 200 000 000	
PROGRAMME III: SENSIBILISATION																					
ACTION 1. Renforcer la sensibilisation des partenaires et usagers																					
III.1.1	Informier et sensibiliser les usagers et partenaires, d'une part sur la réforme des procédures et des responsabilités des intervenants de la chaîne de la dépense, et d'autre part sur le processus de dématérialisation																	0	25 000 000	220 000 000	Budget de l'Etat
																		0	25 000 000	220 000 000	
PROGRAMME IV: SUIVI-EVALUATION																					
ACTION 1. Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des réformes																					
IV.1.1	Assurer le suivi-évaluation des actions de mise en œuvre de la réforme sur les procédures et les responsabilités des intervenants de la chaîne de dépense																	5 000 000	5 000 000	20 000 000	Budget de l'Etat
IV.1.2	Assurer le suivi-évaluation des effets de la réforme sur les procédures et les responsabilités des intervenants de la chaîne de dépense sur les délais de paiement																	5 000 000	5 000 000	20 000 000	
IV.1.3	Assurer le suivi-évaluation des actions de mise en œuvre de la dématérialisation																	5 000 000	5 000 000	20 000 000	
TOTAL GENERAL														355 987 500	1 720 932 500	1 636 170 000	1 481 710 000	5 194 800 000			